



PREMIER MINISTRE

---

SERVICE DE PRESSE

**Discours du Premier ministre François FILLON  
«L'Union européenne au service de la croissance»**

**Université Humboldt – Berlin**

**Mercredi 10 mars 2010**

Mesdames et Messieurs,

Merci d'abord, Monsieur le Président de cet accueil chaleureux et d'avoir, devant cet auditoire prestigieux, rappelé quelques étapes de la vie politique qui a été la mienne ; j'imagine que c'est l'occasion pour vous de renforcer cette interrogation permanente que vous avez sur les spécificités françaises : comment peut-on être maire et ministre en même temps, c'est une question à laquelle je ne répondrai pas. Mais sachez simplement que le fait d'avoir été maire pendant un certain nombre d'années m'a donné l'occasion de nouer de solides amitiés en Allemagne, puisque toutes les villes françaises sont jumelées avec des villes allemandes et pour ce qui était de la ville de Sablé, il s'agit d'une charmante petite ville de Basse-Saxe qui s'appelle Bückeberg dans la vieille Principauté de Schaumburg Lippe où j'ai fait de nombreux déplacements et dont je me souviens encore avec émotion de la Fête des chasseurs et de la Fête de la bière.

Mesdames et Messieurs, dans cette enceinte prestigieuse, au sein de laquelle tant de grandes voix intellectuelles et politiques se sont fait entendre, c'est avec beaucoup d'honneur que je m'exprime devant vous.

Le nom de HUMBOLDT est bien connu en France ; il nous fait penser, bien évidemment, à Wilhelm, le philosophe, le linguiste, le réformateur visionnaire de l'Education. Il nous rappelle aussi la mémoire d'Alexander, le savant, le voyageur, le diplomate. Peut-être, certains ici l'ignorent, mais les frères HUMBOLDT avaient des origines franco-allemandes. Leur père était prussien mais leur mère était d'origine française. Au plaisir d'être parmi vous, se joint donc le sentiment d'être un peu chez moi.

Je viens à Berlin avec trois convictions.

La première, c'est que notre continent sort affaibli de l'épreuve de la crise et que son modèle social est menacé, tandis que les grands pays émergents accélèrent leur course au développement.

La seconde conviction, c'est que le nouveau monde qui s'esquisse exige, d'urgence, un Gouvernement économique européen ; et je vais m'en expliquer.

La troisième conviction, c'est qu'aucun sursaut n'est possible en Europe sans un engagement commun et sans faille de l'Allemagne et de la France. Cet engagement n'est pas suffisant, mais il est nécessaire.

D'abord, l'Union européenne doit faire face à des défis qui sont des défis sans précédents. Le principal défi concerne le risque de croissance faible en Europe, alors même que les instruments publics de soutien à l'activité que nous avons mis en place pendant la crise économique et financière commencent à voir leur efficacité décliner.

Pour 2010, le taux de croissance prévu par la Commission européenne est de 0,7% pour la zone Euro. Les prévisions pour l'Allemagne et la France sont un peu meilleures, mais restent trop faibles. Or, nous savons qu'une croissance médiocre, surtout si elle est prolongée, serait incompatible avec la préservation de notre modèle social et avec le retour nécessaire aux équilibres budgétaires.

Pendant ce temps, le train de la croissance mondiale ne nous attend pas ! La croissance chinoise devrait être cette année de 10 %, celle du Brésil proche de 5 %, celle de l'Inde, sans doute supérieure à 7 % ; même les Etats-Unis devraient connaître, en 2010, une croissance proche de 3 %. Et face à cela, on ne peut que constater que le retard européen en termes d'investissement et de recherche s'accroît.

L'autre défi, c'est l'incertitude sur le caractère soutenable de la croissance mondiale. Les menaces sont nombreuses. La montée rapide des besoins chinois et indiens a changé la donne pour l'accès aux matières premières, y compris pour l'accès aux matières premières agricoles. La contrainte énergétique va peser de plus en plus lourd à l'avenir. La lutte contre le réchauffement climatique est loin d'être gagnée, comme en témoignent les résultats en demi-teinte de Copenhague. Les déséquilibres globaux entre pays asiatiques, les pays exportateurs de pétrole et les pays occidentaux n'ont pas été résolus, et nous savons que de nouvelles bulles peuvent à tout moment éclater.

Incertitude aussi sur l'assainissement des marchés financiers. Certes, nous avons évité le pire, et la zone Euro a joué un rôle historique, notamment avec le Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement en octobre 2008, qui montre d'ailleurs qu'il y a la place pour une Banque Centrale Européenne indépendante qui met en œuvre les dispositions du Traité, et à côté, des dispositifs qui permettent aux gouvernements, notamment lorsqu'il y a des crises, de réagir.

Les travaux du G20 progressent, ainsi que les projets de supervision et de régulation en Europe, comme aux Etats-Unis. Mais on ne peut pas dire que tous les comportements anciens aient disparu ! Les bonus menacent de redevenir indécents, le marché des dérivés échappe encore largement à tout contrôle, particulièrement en Europe, comme on l'a bien vu ces dernières semaines.

Incertitude monétaire enfin. Le débat avec la Chine sur les taux de change ne progresse pas. En Europe, la zone Euro traverse des turbulences, qui mettent en évidence un défaut de surveillance crédible et un manque de moyens d'action : faille dans la fiabilité des statistiques, défaut de contrôle de l'évolution de la compétitivité, faible suivi des engagements. Or, la stabilité de la zone Euro est vitale ! Elle est vitale pour l'ensemble de l'économie européenne, elle est vitale pour la France, elle est vitale pour l'Allemagne, qui réalise dans cette zone Euro, 60% de son excédent commercial.

Face à ces défis, je pense que l'Union européenne est en danger. La « croissance molle » qu'on nous annonce, fragilise la cohésion sociale et l'économie sociale de marché, qui est la base du consensus politique européen. Il n'y a donc pas de combat plus urgent et plus vital que le combat pour la croissance.

Et dans ce combat, il faut que l'Allemagne et la France jouent le rôle moteur qu'on attend d'elles. D'abord parce que c'est leur rôle historique depuis le début de la construction européenne ; ensuite parce qu'elles représentent, ensemble, 50% de la richesse de la zone Euro ; ce qui signifie que leur action sera déterminante pour la croissance de toute l'Europe ; et enfin, parce que les politiques économiques et européennes de la France et de l'Allemagne n'ont jamais été aussi proches dans notre Histoire récente.

Le nouveau consensus franco-allemand constitue, en effet, un atout absolument décisif. Je veux dire que les vieux clichés franco-allemands ne correspondent absolument plus à la réalité. D'abord en matière d'institutions européennes, il n'y a plus de conflit idéologique entre nous, il n'y a plus d'opposition entre une France « intergouvernementale » et une Allemagne « fédéraliste » ! Mais il y a, aujourd'hui, deux grands Etats qui sont attachés à la construction d'une Europe forte, d'une Europe unifiée, d'une Europe efficace et en même temps, d'une Europe respectueuse des identités nationales qui la composent.

En matière financière, la France et l'Allemagne se sont retrouvées en octobre 2008, alors que le monde était au bord du gouffre, et ont organisé ensemble, avec la Banque Centrale Européenne, le Sommet de la zone Euro qui a été le début du sursaut. La vérité, c'est que ce qui a sauvé la planète financière du chaos total, ce sont les décisions qui ont été prises en

Europe ! C'est la rapidité des décisions qui ont été prises en Europe, qui ont ensuite entraîné, notamment, les décisions du gouvernement américain.

L'Allemagne et la France continuent à coopérer étroitement pour préserver la stabilité de la zone Euro, qui est vitale pour la prospérité de nos deux pays et pour celle du continent tout entier. Et elles oeuvrent ensemble en faveur du renforcement de la supervision et de la régulation financière en Europe.

En matière économique, la France et l'Allemagne suivent une stratégie cohérente, que je voudrais illustrer à travers trois éléments principaux.

D'abord la remise en ordre des finances publiques, qui est pour nos deux pays une condition indispensable du retour à une croissance durable ; nous savons que la forte élévation des déficits publics et des niveaux d'endettement public est intenable à terme et représente une menace pour la croissance. En France, mon gouvernement est déterminé à mener cet assainissement budgétaire. Pour cela, nous avons d'abord refusé la solution de facilité qui consistait à augmenter la pression fiscale, alors que la France est déjà l'un des pays européens qui a la pression fiscale la plus élevée, pour préserver la compétitivité de nos entreprises.

Nous nous engageons dans une maîtrise accrue de la Dépense publique, qui doit concerner tous les secteurs des Administrations publiques, avec notamment la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, qui a déjà permis de supprimer plus de 100.000 postes. Cet effort va être complété par une politique de réduction du coût des niches fiscales et des niches sociales et par des réformes structurelles et notamment la réforme de l'organisation des collectivités territoriales.

Cet assainissement budgétaire est vital pour le retour de la France à une croissance saine. L'Allemagne, qui a une longue tradition de gestion rigoureuse des finances publiques et de maîtrise de l'inflation, s'est engagée elle aussi dans un programme très ambitieux de retour à l'équilibre budgétaire. La plupart des membres de la zone Euro prennent des directions similaires, parfois dans des circonstances extrêmement difficiles, comme c'est le cas aujourd'hui de la Grèce.

C'est une évolution, qui est absolument nécessaire. Je veux le répéter devant vous, les niveaux des déficits et de l'endettement public sont désormais tels en Europe, qu'ils brident la confiance des ménages, et le risque de perte de contrôle des finances publiques est un danger mortel que nous rappelle chaque jour les marchés.

Mais cette évolution devra être soigneusement organisée. Nous ne devons pas oublier que près des deux tiers des exportations allemandes sont destinés aux pays de l'Union européenne. Plus que jamais, nous avons besoin d'une coordination européenne étroite si nous voulons réussir réellement l'assainissement budgétaire.

Deuxième point d'accord : nos pays savent que cet assainissement doit s'accompagner de mesures structurelles en faveur de la compétitivité. Là encore, c'est un choix français et c'est un choix allemand.

Avec le Président de la République, nous considérons que la crise, non seulement, ne doit pas conduire à retarder les réformes, mais qu'elle a même renforcé le besoin de réformes structurelles. Depuis 2007, nous en avons déjà mis en œuvre un grand nombre. Nous avons encouragé le travail, dans un pays où l'incitation à l'inactivité était en train de devenir la règle. Nous avons procédé à une profonde réforme des universités, en permettant à toutes celles qui le souhaitent de se doter d'un statut complet d'autonomie, et en favorisant leur accès aux financements externes. Nous avons développé l'un des programmes les plus ambitieux de crédit d'impôt pour la Recherche, avec des résultats parfois spectaculaires. Nous venons de

supprimer la taxe professionnelle, un impôt qui alimentait les collectivités locales, mais qui pesait directement sur les investissements des entreprises.

Pour accélérer les mutations indispensables à la croissance de demain, nous avons lancé un grand programme d'investissements en faveur de l'université, de la Recherche et des nouvelles technologies, avec 35 milliards de ressources publiques et 25 milliards de ressources privées.

Ce programme, qui va s'étaler sur plusieurs années, ne sera pas 35 milliards de déficit supplémentaire, parce que les dépenses que nous avons choisies ne financeront que des investissements dotés d'une rentabilité économique et financière générant un surplus de croissance.

Au fond, ce que nous voulons faire, c'est être au rendez-vous des enjeux stratégiques, notamment pour l'industrie française comme l'avaient été nos pairs dans les années 1960, lorsque le Général de GAULLE et Georges POMPIDOU avaient lancé, quasiment en même temps, le programme électronucléaire français, le programme aéronautique qui a débouché sur la formidable réussite qu'est AIRBUS, et en même temps, le programme des trains à grande vitesse.

Voilà deux hommes qui, presque la même année, avaient eu l'audace et le courage de faire des choix qui profitent encore aujourd'hui, largement, à la croissance française. Eh bien, il faut maintenant que nous fassions les mêmes, que nous les fassions au niveau de chacune de nos Nations et que nous les fassions au niveau européen. C'est maintenant qu'il faut investir dans l'avion du futur ! C'est maintenant qu'il faut investir dans l'ensemble des développements énergétiques qui vont nous permettre de lutter contre le réchauffement climatique ! C'est maintenant qu'il faut investir dans les modes de transport de demain, ou encore dans les biotechnologies.

La crise et le défi des pays émergents ont montré que le potentiel scientifique est le principal moteur de croissance de demain et qu'il fallait le doter des ressources nécessaires pour favoriser son développement.

Nous avons enfin lancé le processus sur la nécessaire réforme des régimes de retraites, qui va être conduite avant la fin de cette année, réforme absolument vitale pour sécuriser notre système social.

Beaucoup de ces réformes structurelles ont leur équivalent en Allemagne, qui avait pris de l'avance, avec de longues années d'efforts en faveur de sa compétitivité.

Troisième point d'accord entre la France et l'Allemagne : la priorité que nous donnons à la sécurité énergétique et à la lutte contre le réchauffement climatique. Je veux rappeler que ce sont nos deux pays qui sont à l'origine des réglementations européennes historiques sur la limitation des émissions de CO<sub>2</sub>, avec le succès des présidences allemandes et des présidences françaises de 2007 et de 2008.

La France et l'Allemagne ont été des alliés étroits à Copenhague. Et ils tirent ensemble les mêmes leçons de cette négociation internationale pour obtenir des résultats plus satisfaisants avant la fin de cette année. Nos deux Nations développent les énergies renouvelables. Lors du dernier Conseil des ministres franco-allemand, nous avons créé un Office franco-allemand dédié aux énergies renouvelables afin de progresser ensemble, plus vite.

La France continue à développer son programme nucléaire civil. Ce programme lui permet d'être l'un des plus faibles émetteurs de CO<sub>2</sub> de toute l'Union européenne et de limiter sa dépendance énergétique. Et je dois dire que nous regardons avec beaucoup d'intérêt l'évolution du débat en Allemagne sur les énergies non carbonées.

Enfin, depuis la grande crise gazière de janvier 2009, la France et l'Allemagne travaillent à l'élaboration d'une stratégie de sécurité énergétique européenne, qui fait l'objet de débats législatifs cruciaux à Bruxelles et à Strasbourg.

Je crois qu'on peut le dire, jamais la France et l'Allemagne n'ont été aussi proches en Europe et pour l'Europe. Notre rapprochement se traduit d'ailleurs par une position commune sur les grands débats économiques et financiers. Depuis les prémices de la crise, l'Allemagne et la France ont agi en parfaite identité de vue, entraînant l'Union européenne et la communauté internationale. Et aujourd'hui, la crise grecque nous confronte à de nouveaux défis que nous devons relever ensemble. Elle plonge au cœur du pacte qui nous lie à travers notre monnaie commune.

La Grèce doit prendre des décisions courageuses pour rétablir durablement ses finances publiques. Je constate que c'est dans cette voie qu'elle s'est engagée, résolument, conformément à ce que lui a demandé le Conseil européen, mais je veux dire que, simultanément, les Etats membres de la zone Euro ont également un devoir de solidarité envers ce pays. Il n'est pas acceptable que la Grèce soit poussée vers la crise par l'action de quelques spéculateurs, qui, après avoir failli faire s'écrouler le système financier, décideraient maintenant de s'en prendre aux Etats. A ceux-là même d'ailleurs qui ont permis, par leur garantie et leur intervention, de le sauver, ce système financier. Si la nécessité s'en fait ressentir, nous devons donc être prêts à intervenir.

Nous devons également, sans attendre, renouveler nos efforts pour mieux encadrer certains marchés de produits dérivés dont le fonctionnement s'écarte des règles les plus élémentaires de transparence et génère des abus inacceptables. Et il va de soi que l'Allemagne et la France, qui sont à l'origine de l'Euro, ont, dans ce domaine, une responsabilité particulière.

Mais le rapprochement entre nos deux pays va au-delà de l'épisode de la crise. Nous voulons offrir à l'espace européen une réelle gouvernance. Et là encore, notre constat est extrêmement simple : nous sommes économiquement et financièrement totalement interdépendants. Ce que fait un pays membre a des conséquences parfois immédiates sur les autres. Une inquiétude sur les finances publiques d'un Etat peut se transmettre aux autres Etats, avec une rapidité fulgurante. Nous sommes aussi interdépendants parce que nous avons transféré de larges compétences à Bruxelles ! Comme tous les pays de la zone Euro, nous avons désormais la même monnaie, la même Banque Centrale, la même politique monétaire, le même marché intérieur, les mêmes règles de concurrence, la même politique commerciale. Nous avons un budget commun ; certes, ce budget ne représente que 1% du Produit Intérieur Brut européen, mais c'est quand même un budget qui permet à l'Union européenne de disposer de 130 milliards d'euros par an !

Toutes ces compétences européennes existent, et elles pourraient être, si nous en décidions ainsi, le noyau d'une politique économique commune. Et la vérité, c'est que, jusqu'à présent, il n'y a pas eu de vrai pilote pour les exercer de manière cohérente. Nous avons donc besoin de rénover profondément la gouvernance de notre espace commun. D'abord pour la zone Euro. Nous devons tirer les conséquences de la crise économique récente qui a frappé particulièrement durement certains pays, dont les modèles de croissance sont apparus, *a posteriori*, déséquilibrés. Nous avons déjà des mécanismes de surveillance pour la zone Euro ; ces mécanismes doivent être rénovés. Je pense que tous ceux qui nous vantaient les bienfaits, les mérites du modèle irlandais ou du modèle espagnol, peuvent aujourd'hui reconnaître qu'il y a sans doute eu quelques erreurs d'analyse.

Notre surveillance a été, par le passé, trop étroite et en même temps, pas assez efficace. Nous avons concentré notre examen sur les situations budgétaires des pays et sur leur endettement public, sans nous intéresser suffisamment aux problèmes de compétitivité, aux problèmes de

balance des paiements courants et aux problèmes de soutenabilité de l'endettement privé. Eh bien je souhaite, je veux, je demande que cette surveillance, à l'avenir, puisse s'organiser autour de plusieurs cercles concentriques. D'abord au cœur de cette surveillance, il y a bien sûr, il y a toujours, il y a d'abord le Pacte de stabilité et de croissance. Ce Pacte institue la discipline collective entre les Etats membres, que les marchés financiers ne savent pas établir avec suffisamment de discernement, ni en période normale ni en période de crise. Et donc, il va de soi que, non seulement ce Pacte doit être intégralement respecté, mais, il va de soi aussi, qu'il ne peut fonctionner que si les statistiques sont au-dessus de tout soupçon. Et là-dessus, nous devons être intransigeants.

Au-delà, je pense qu'il est souhaitable de disposer d'un outil prédictif analysant les menaces qui pèsent sur les finances publiques. Il y a évidemment la question du vieillissement démographique, mais il y a aussi la question de l'épargne et celle de l'endettement privé. La crise nous a montré que les bulles d'endettement privé pouvaient très rapidement être transférées sur le bilan de l'Etat et de la dette publique. Nous avons ainsi vu des pays, dont la situation budgétaire était saine mais dont le modèle de croissance était fondé sur la dette des ménages ou sur l'hypertrophie du secteur financier, qui ont basculé extrêmement rapidement dans une situation de finances publiques problématique. Ces dimensions, qui sont essentielles pour la politique économique, il faut que nous soyons capables de les appréhender davantage.

Au-delà, nous devons développer une nouvelle surveillance qui cible les déséquilibres de modèle de croissance, les déficits et les excédents courants disproportionnés et les évolutions de compétitivité. Il s'agit d'une question qui est absolument essentielle pour la croissance à long terme de la zone Euro, mais aussi pour sa cohésion. Il ne suffit pas de dire que la zone Euro est, dans son ensemble, à l'équilibre pour ne pas se préoccuper des déséquilibres qui pourraient apparaître en son sein ! Renforcer la surveillance mutuelle, c'est nécessaire ; mais je veux dire que ça ne sera pas suffisant. L'Euro crée une communauté de destins entre les pays qui l'ont adopté. Les difficultés d'un Etat membre de la zone sont les difficultés de tous les autres. Nous devons donc avoir à notre disposition des moyens adaptés de réponse, en cas de difficultés économiques et financières d'un Etat membre de la zone Euro.

En Allemagne, le débat sur un Fonds monétaire européen est désormais publiquement lancé. Nous pensons que c'est une idée qui doit être expertisée rapidement pour compléter les moyens dont la zone Euro et ses membres peuvent disposer pour répondre à des tensions financières qui sont susceptibles de menacer notre stabilité monétaire.

Mais, bien entendu, cette forme de soutien n'est acceptable que si les États qui sont confrontés à des difficultés financières font, en parallèle, tous les efforts nécessaires pour résoudre leurs problèmes structurels et rétablir leurs comptes. Et si la zone Euro et ses membres sont amenés à mettre en place des outils communs pour répondre aux difficultés de tel ou tel État membre, eh bien je veux le dire, cela devra s'accompagner de conditionnalités garantissant que ces efforts ne seront pas des efforts vains.

Au-delà de la zone Euro, pour que l'Union européenne échappe au risque de « croissance molle » que j'évoquais au début de mon propos, je pense que nous avons désormais besoin d'un « gouvernement économique européen ». Qu'est-ce que serait un gouvernement économique européen ? D'abord, pour qu'il soit politiquement légitime, non bureaucratique et qu'il puisse faire le lien entre les politiques nationales et la politique européenne, il faut qu'il s'incarne avant tout dans une institution qui est le Conseil européen, réunissant les vingt-sept chefs d'Etat et de gouvernement.

Quel pourrait être le programme de ce gouvernement économique ? Eh bien, pour moi, il s'impose de lui-même. Il s'agit de mettre tous les moyens de l'Union européenne au service de la croissance et de l'emploi. Ça signifie mieux coordonner nos politiques économiques et

budgétaires, mais ça signifie aussi s'assurer quotidiennement que les politiques européennes qui sont gérées par Bruxelles répondent bien à la même priorité en faveur de la croissance et de l'emploi. Il y a donc bien un volet national et un volet européen dans ce programme.

Le renforcement du potentiel européen de croissance, c'est vraiment le défi principal des années qui viennent et c'est de la réussite de ce défi, de la manière dont nous le relèverons, que dépend tout le reste des sujets que vous avez tout à l'heure évoqués. Je pense en particulier à la lutte contre la pauvreté.

Une croissance qui doit être saine et durable est une croissance qui ne doit pas être inflationniste. Une croissance équilibrée qui doit s'appuyer à la fois sur les exportations et sur la demande interne, y compris, bien sûr, sur les investissements qui sont un facteur essentiel de compétitivité. Une croissance qui doit concerner l'ensemble de l'Union européenne, y compris les États dégageant de forts excédents externes comme l'Allemagne. Sans cela, la résorption des déficits courants de certains États européens serait tout simplement irréaliste.

Je pense que les possibilités d'amélioration du potentiel de croissance européenne, si l'on met en œuvre quelques-uns de ces principes, sont absolument considérables.

Ces réformes ne concernent pas que les États membres. Nous devons aussi nous assurer que les politiques européennes, que ceux qui constituent notre « maison commune », sont bien au service de la croissance et de l'emploi.

Je ne suis pas sûr que les compétences économiques transférées à Bruxelles aient été toujours, dans le passé, utilisées au mieux en faveur de la croissance. J'ai déjà eu l'occasion, à plusieurs reprises – et je suis satisfait de voir que les propositions qui viennent d'être faites par la Commission recouvrent une partie de ces interrogations –, j'ai souvent eu l'occasion de dire que la politique commerciale de l'Union européenne pourrait – en tout cas selon moi – mieux tenir compte des intérêts de nos entreprises, des intérêts des entreprises européennes, et essayer d'obtenir une ouverture réciproque des marchés, et en particulier des marchés publics. Il y a quand même tous les jours des exemples qui nous montrent qu'un certain nombre de grands pays, de grandes puissances industrielles ne respectent pas cet équilibre. Et nous en avons un sous les yeux cette semaine avec les conditions dans lesquelles le gouvernement américain a, je le dis, obligé EADS à quitter la compétition pour les ravitailleurs de l'armée américaine.

Les crédits européens de recherche et d'innovation pourraient être utilisés de manière moins dispersée et moins bureaucratique, pour aider véritablement les entreprises et les laboratoires à rester dans la course mondiale des nouvelles technologies. Et puisque le temps de la renégociation du budget européen pluriannuel approche, nous devrions commencer à réfléchir à la manière de « mieux dépenser » ces crédits de recherche et d'innovation au lieu de ne parler que de « dépenser plus », ce qui n'est pas cohérent avec les autres exigences de la politique que je viens d'évoquer devant vous.

La politique industrielle européenne devrait, pour sa part, favoriser l'émergence d'acteurs européens compétitifs dans le monde, et notamment dans les secteurs qui sont les plus stratégiques pour l'avenir de notre industrie. Je pense, par exemple, au véhicule du futur. Je ne crois pas qu'un seul constructeur automobile puisse, à lui tout seul, faire basculer le marché vers les véhicules électriques s'il n'y a pas un effort d'ensemble qui est conduit par l'Union européenne.

La politique européenne de concurrence devrait mieux tenir compte de l'environnement international dans lequel vivent nos entreprises. Enfin, je crois qu'il est temps de parler, avec la Banque Centrale, de politique de change. Et cela, je le dis sans remettre en cause son



indépendance, afin que dans le respect de ses missions de stabilité des prix, la question de la parité de l'Euro ne soit pas un frein à la croissance.

La coordination des politiques économiques des États membres doit s'accompagner d'une plus grande exigence collective à l'égard de l'efficacité de nos politiques communes. Au fond, ce sont les deux faces de la même stratégie.

Voilà, Mesdames et Messieurs, les réflexions que je voulais livrer devant vous. Je pense que nos sociétés européennes sont confrontées à un défi sans précédent. Des perspectives incertaines de croissance peuvent mettre en danger le consensus sur lequel l'Europe démocratique et réunifiée s'est construite. Elles nourrissent, dès à présent, une morosité que chacun d'entre nous ressent. Une morosité qui distingue cruellement notre continent par rapport au dynamisme des pays émergents.

Sans une perspective de croissance économique suffisante, qu'est-ce que deviendront nos emplois et qu'est-ce que deviendra notre protection sociale à la quelle nous sommes tellement attachés ? Que sera l'influence du continent européen dans les affaires du monde ? Que deviendra l'Europe elle-même si les peuples ne voient plus notre Union comme une force d'entraînement ? Le risque, c'est que le scepticisme, que le protectionnisme, que le nationalisme, en l'absence de croissance guettent notre continent.

Je crois qu'il existe désormais un consensus historique entre l'Allemagne et la France sur la voie à suivre. Nous avons donc une responsabilité est immense. L'Union européenne dispose de tous les moyens pour œuvrer au service de la croissance et de l'emploi mais il faut maintenant une volonté politique pour franchir ce pas historique. Et je crois que c'est, pour une part, à l'Allemagne et à la France de montrer une nouvelle fois le chemin. Et j'ai la conviction que nos deux pays y sont prêts.